

20.3 Banques - Assurances

L'année 2009, encore très marquée par les effets de la crise survenue en 2008, a néanmoins permis aux assurances de personnes de progresser de 12 % à 155 milliards d'euros, compensant ainsi la baisse des cotisations des années 2007 et 2008. La collecte en assurance vie, portée par un environnement financier redevenu plus favorable, a renoué avec la croissance et croît de 13 % par rapport à 2008.

Affectée par les retombées de la crise économique et une rude concurrence, la croissance du marché français des assurances de biens et de responsabilité (45,1 milliards d'euros toutes branches confondues) est demeurée modeste en 2009 (+ 0,7 %) et inférieure à celle observée en 2008 (+ 2,5 %). La forte hausse de la sinistralité enregistrée en 2009 dans l'assurance des biens et de la responsabilité a notamment trouvé sa cause dans la survenance d'événements climatiques exceptionnels au premier trimestre dont, au premier rang, la tempête Klaus, principalement dans le sud-ouest de la France.

Les tensions observées sur les marchés financiers depuis 2007, après avoir atteint un pic fin 2008 se sont progressivement atténués au cours des premiers mois de 2009. Le plein effet des mesures de soutien adoptées par les gouvernements et les banques centrales a favorisé le rétablissement des marchés en réduisant l'aversion des investisseurs pour le risque. Les banques françaises qui, dans l'ensemble, avaient plutôt bien résisté aux turbu-

lences financières de 2007 et 2008, ont su tirer profit de ces conditions de marché plus favorables. Dès l'automne 2009, elles ont pu rembourser, dans la quasi-totalité des cas, les apports en fonds propres de la **Société de prise de participation de l'État**. Les principaux groupes français ont été tirés en 2009 par une augmentation des revenus, la maîtrise des frais de gestion et la reprise d'une activité soutenue des marchés financiers, malgré la faiblesse de la demande de crédit affectée par la récession économique et la forte hausse du coût du risque global.

En 2009, plus de 700 **établissements de crédit** sont agréés en France. Parmi eux, 331 établissements sont habilités à traiter toutes opérations de banques. Il s'agit des banques, des banques mutualistes et des **caisses de crédit municipal**. Les 300 **sociétés financières** représentent la grande majorité des autres établissements de crédit.

Chaque jour, près de 50 millions d'opérations de paiement sont réalisées par les clients des banques françaises. La carte bancaire reste ainsi le mode de paiement le plus utilisé avec plus de 20 millions de paiements et 2,5 millions de retraits, chaque jour. Même si la France est le pays européen qui utilise, et de loin, le plus grand nombre de chèques, le nombre de chèques émis est en baisse régulière depuis plusieurs années. Le montant moyen d'un chèque est d'environ 555 euros contre 49 euros pour un paiement par carte. ■

Définitions

Caisses de crédit municipal : établissements publics communaux de crédit et d'aide sociale. Elles ont notamment pour mission de combattre l'usure par l'octroi de prêts sur gages corporels dont elles ont le monopole. Elles peuvent réaliser toutes opérations avec les établissements de crédit, recevoir des fonds des personnes physiques et des personnes morales, mettre à la disposition de ces personnes des moyens de paiement et réaliser avec elles des opérations connexes au sens de l'article L. 311-2.

Sociétés financières : ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (banque et assurance) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires.

Établissements de crédit, réassurance, société de prise de participation de l'État (SPPE) : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « La situation d'ensemble du système bancaire français en 2009 », *Bulletin de la Banque de France* n° 181, octobre 2010.
- « Rapport annuel 2009 », Fédération française des sociétés d'assurances, juin 2010.
- « Rapport d'activité 2009 », Groupement des cartes bancaires, juin 2010.
- « L'assurance française en 2009 », Fédération française des sociétés d'assurances, avril 2010.
- « Rapport d'activité 2009 », Fédération française bancaire, mars 2010.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Cotisations des assurances de personnes, de biens et de responsabilité

en milliards d'euros

	2000	2005	2008	2009
Vie	81,8	108,6	105,8	119,1
Contrats à adhésion individuelle	76,2	102,4	97,9	110,4
Contrats collectifs	5,6	6,1	7,9	8,6
Bons de capitalisation	2,9	4,9	7,2	9,6
Vie et bons de capitalisation	84,7	113,4	113,0	128,7
Décès	5,6	7,2	9,4	9,6
Contrats à adhésion individuelle ¹	1,7	2,2	3,0	3,1
Contrats collectifs	3,9	5,1	6,4	6,5
Maladie ou accident corporel²	9,3	13,4	16,1	16,7
Contrats à adhésion individuelle	4,6	6,8	8,3	8,8
Contrats collectifs	4,8	6,6	7,8	7,9
Décès, maladie ou accidents	14,9	20,6	25,4	26,3
Assurances de personnes	99,6	134,0	138,4	155,0
Part du marché (en %)	75,8	76,2	75,6	77,5
Automobile	14,6	17,9	17,9	17,8
Biens	9,4	12,7	14,0	14,4
Particuliers	4,7	6,1	7,2	7,5
Professionnels	3,9	5,7	5,8	5,9
Agricoles	0,8	0,9	1,0	1,0
Transports	1,2	1,2	1,1	1,0
Responsabilité civile générale	1,8	3,1	3,4	3,5
Construction	1,1	2,0	2,5	2,4
Catastrophes naturelles	1,0	1,3	1,4	1,4
Divers³	2,6	3,7	4,5	4,6
Assurances de biens et de resp.	31,7	41,9	44,8	45,1
Part du marché (en %)	24,1	23,8	24,4	22,5
Total des cotisations	131,3	175,9	183,2	200,1

1. Y compris la garantie décès des contrats individuels d'assurance emprunteur depuis 2007.

2. Y compris les garanties complémentaires annexées aux contrats vie ; hors accidents corporels automobiles.

3. Crédits, protection juridique, assistance.

Champ : affaires directes sur le marché français.

Source : FFSA.

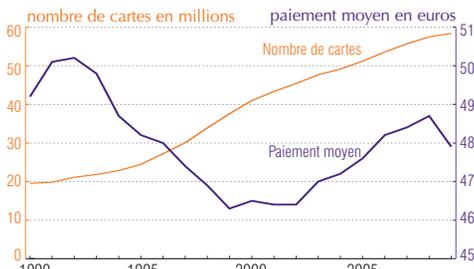
Chiffre d'affaires mondial de l'assurance française

en milliards d'euros

	2000	2009	09/08 en %
Sociétés vie, de capitalisation et mixtes	96,9	158,3	13,2
Sociétés dommages	43,5	65,5	1,2
Ensemble des sociétés agréées	140,4	223,8	9,4
Filiales d'assurance à l'étranger	54,8	89,9	3,7
Sociétés de réassurance et filiales	10,5	14,5	7,4
Chiffre d'affaires mondial	205,7	328,2	7,7

Source : FFSA.

Cartes bancaires CB et paiement moyen par transaction



Source : Groupement des Cartes Bancaires.

Établissements de crédit agréés en France

	2008	2009
Banques	220	212
Banques mutualistes ou coopératives	104	101
Caisses de crédit municipal	18	18
Banques¹	342	331
Sociétés financières	304	300
Institutions financières spécialisées	6	5
Succursales d'établissements ²	70	70
Total	722	706

1. Établissements habilités à traiter toutes opérations de banque.

2. Établissements de crédit de l'Espace économique européen relevant du libre établissement.

Source : Banque de France.

Moyens de paiement de masse en 2009

	Opérations quotidiennes en milliers	Montants quotidiens en millions d'euros
Chèques	10 287	5 700
Virements	7 527	8 473
LCR et BOR ¹	334	1 250
Débets directs ²	8 613	3 026
Paiements par cartes ³	20 542	957
Retraits par cartes ³	2 454	143
Total	49 757	19 550

1. Lettre de change relevé et billet à ordre relevé.

2. Prélèvements, TIP et téléversements.

3. Y compris les paiements et les retraits effectués en France et à l'étranger avec des cartes interbancaires et privatives émises en France.

Source : Banque de France.

Paiements par carte bancaire et par chèque au sein de l'UE en 2009

	Transactions annuelles par habitant		Montant moyen en euros	
	Carte bancaire	Chèque	Carte bancaire	Chèque
Allemagne	29,6	0,7	64,7	5 540,3
Autriche	45,9	0,2	62,8	7 085,0
Belgique	92,4	0,7	54,9	5 456,8
Bulgarie	1,7	...	78,4	...
Chypre	39,9	29,4	87,4	1 741,9
Danemark	180,0	1,7	47,3	2 373,3
Espagne	47,0	2,5	45,7	5 275,7
Estonie	116,0	n.s.	16,6	661,5
Finlande	171,8	0,1	33,6	42 000,0
France	107,4	51,2	49,1	555,5
Grèce	7,5	2,3	100,8	16 133,5
Hongrie	18,3	n.s.	27,2	...
Irlande	72,4	22,8	73,2	5 353,6
Italie	24,4	5,6	80,4	2 712,0
Lettonie	43,4	n.s.	19,8	818,2
Lituanie	27,9	0,1	17,8	2 503,9
Luxembourg	109,3	0,4	75,9	...
Malte	27,2	27,5	62,9	1 268,8
Pays-Bas	125,1	...	42,4	...
Pologne	18,5	n.s.	25,4	2 211,3
Portugal	99,7	15,1	39,0	2 099,3
Rép. tchèque	16,7	n.s.	52,3	4 028,4
Roumanie	4,0	0,4	38,6	1 558,6
Royaume-Uni	132,5	20,8	57,8	1 119,5
Slovaquie	21,1	n.s.	56,6	863,0
Slovénie	54,3	0,1	37,2	403,3
Suède	181,7	0,1	39,5	5 650,2
UE à 27	63,0	10,9	51,8	1 205,0

Source : Banque centrale européenne.